

RESEAU FORESTERIE POUR LE DEVELOPPEMENT RURAL

TEMOIGNAGES

L'Action collective chez les paysans sans terre en Rondônia (Brésil)

Nicolette Burford

Utilisations traditionnelles d'arbustes indigènes dans le sud de Puno

***Hermes Torres, Rolain Borel, Nicanor Bustamante et
Maria Isabel Centeno***

Groupes de sciage le long dans le nord du Honduras: Progrès et problèmes

Michael Richards

Pour une plus large distribution des semences arboricoles en Afrique: Les
activités de l'Association de recherche Henry Doubleday

Stephanie M Harris

TABLE DES MATIERES	Page N°
<p>L'ACTION COLLECTIVE CHEZ LES PAYSANS SANS TERRE EN RONDONIA (BRESIL) : <i>Nicolette Burford</i> (Titre original: <i>A grass-roots response to landlessness in Rondônia, Brazil</i>)</p>	1
<p>UTILISATIONS TRADITIONNELLES D'ARBUSTES INDIGENES DANS LE SUD DE PUNO : <i>Hermes Torres, Rolain Borel, Nicanor Bustamante et Maria Isabel Centeno</i> (adapté de: Torres et al, (1992), <i>Usos tradicionales de arbustos nativos en el sur de Puno</i> Proyecto Arbolandino, Pérou)</p>	8
<p>GROUPES DE SCIAGE DE LONG DANS LE NORD DU HONDURAS: PROGRES ET PROBLEMES: <i>Michael Richards</i> (Titre original: <i>The pitsawing groups of northern Honduras: Progress and Problem</i>)</p>	17
<p>POUR UNE PLUS LARGE DISTRIBUTION DES SEMENCES ARBORICOLES EN AFRIQUE: LES ACTIVITES DE L'ASSOCIATION DE RECHERCHE HENRY DOUBLEDAY: <i>Stephanie M Harris</i> (Titre original: <i>Working towards the wider distribution of tree seed in Africa: The activities of the Henry Doubleday Research Association</i>)</p>	25

On peut contacter *Nicolette Burford* à FATA, CP 231, Cidade Nova, CEP 68,501-970, Marabá, Pará, Brésil.

On peut contacter *Hermes Torres, Nicanor Bustamante et Maria Isabel Centeno* au Proyecto Arbolandino, Apartado 965, Correo Central, Puno, Pérou. *Rolain Borel* est directeur, Programa ecología para la paz, Universidad para la Paz, Departamento de recursos naturales, Apartado 222, Plaza Viquez, San José 1001, Costa Rica.

Michael Richards est chercheur au Réseau foresterie pour le développement rural, ODI, Regent's College, Inner Circle, Regent's Park, Londres, NW1 4NS, Royaume-Uni.

Stephanie M Harris est Coordinatrice de projets d'outre mer à l'Association de recherche Henry Doubleday, National Centre for Organic Gardening, Ryton-on-Dunsmore, Coventry CV8 3LG, Royaume-Uni.

ISSN 1351-3966

L'ACTION COLLECTIVE CHEZ LES PAYSANS SANS TERRE EN RONDONIA (BRESIL)

Nicolette Burford

INTRODUCTION

Dans un contexte juridique ambigu et souvent entaché de contradictions, et face à une application inégale du droit en Amazonie brésilienne, de nombreux paysans sans terre, dans leur quête de terres arables, ont entrepris d'interpréter le droit à leur manière. Il existe en Rondônia un certain nombre d'organisations, parmi lesquelles la Commission des terres pastorales (CPT), le Syndicat des travailleurs ruraux (STR) et le Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST), qui s'attachent à coordonner et à stimuler la lutte des travailleurs ruraux pour l'acquisition de terres et pour obtenir des incitations au développement rural. L'intervention de ces organismes a lieu principalement au niveau des collectivités de base. Leur objectif premier est de susciter une prise de conscience des populations rurales sur la manière dont les organes politiques, les politiques agricoles et, dans certains cas, les politiques environnementales contribuent à compromettre ou à neutraliser leurs chances d'acquiescer un niveau de vie décent. Ces organismes visent ainsi à stimuler la résistance du monde rural à la coercition brutale et à l'oppression des grands propriétaires fonciers et de leurs milices privées. Elles prodiguent également des conseils et une aide juridique aux familles de squatters harcelés par les propriétaires terriens, la police et les agents du Gouvernement.

LE MOUVEMENT DES TRAVAILLEURS RURAUX SANS TERRE (MST)

Le MST, qui se charge de l'organisation pratique pour aider les familles sans terre à occuper de vastes domaines fonciers inexploités, est le plus actif dans ce domaine. Ce mouvement a vu le jour dans les Etats du sud du Brésil au début des années 1980. Il a crû en importance en Rondônia à partir de 1985. Son siège régional se trouve à Ouro Preto do Oeste, où une équipe de 14 personnes offre des prestations multiples en échange d'une allocation de subsistance. Les titres de propriété portant sur de vastes superficies foncières, dont se prévalent de riches propriétaires terriens souvent absents, sont examinés afin d'identifier les terres susceptibles d'une expropriation obligatoire sans compensation, c'est-à-dire celles qui d'un point de vue juridique sont des terres domaniales (**terras devolutas**) de par le fait que les soit-disant titres de propriété sont des faux, ou que leur soit-disant propriétaire n'a pas respecté les termes des contrats signés avec l'Institut national pour la colonisation et la réforme agraire (INCRA). Les terres jugées expropriables en raison de titres fonciers non valides font ensuite l'objet d'une étude destinée à déterminer si leurs sols et leurs ressources hydriques peuvent sustenter des familles de cultivateurs; il s'agit également de vérifier que ces terres sont situées dans des zones exemptes de paludisme et disposant d'une infrastructure adéquate.

Parallèlement à ces démarches, le MST entre en rapport avec les personnes sans terre dans tout l'Etat et les informe de l'aide que le Mouvement est susceptible de leur apporter. Il vise en particulier à toucher les **posseiros**, illégalement installés dans les réserves indiennes et les réserves forestières, les personnes sans domicile fixe en milieu urbain, les familles sans terre habitant chez des parents à la campagne, et les métayers et fermiers à bail.

Les familles qui manifestent leur intention de participer à une occupation de terre organisée par le MST font l'objet d'une enquête destinée à établir:

- ! qu'elles n'ont jamais vendu des terres, et
- ! qu'elles désirent acquérir des terres pour leur valeur productive et non spéculative.

Les familles qui paraissent satisfaire à ces critères sont convoquées à un atelier intensif de 4 à 5 jours organisé par le MST, en vue de leur dispenser des notions d'organisation et d'élever leur conscience politique.

OCCUPATION ORGANISEE DES TERRES (ACAMPAMENTOS)

L'occupation de terres initiale prend la forme d'un **acampamento** (camp). Mi-1991, la Rondônia comptait trois **acampamentos** : un dans la municipalité de Pimento Bueno (nombre de foyers inconnu), un dans la municipalité d'Ariquemes (environ 30 foyers) et un dans la municipalité de Colorado do Oeste (environ 90 foyers). Un **acampamento** a l'aspect d'un village composé d'abris de fortune aux couvertures en toile de polyéthylène. Il peut réunir plus de 500 familles, selon la taille du domaine à exproprier.

Dans l'**acampamento**, l'organisation du travail est délibérément collective. La cuisine, les corvées d'eau et le ramassage du bois sont exécutés par des groupes de travail opérant par rotation. Une école est bâtie, où des membres de l'**acampamento** au degré d'instruction suffisant font la classe aux enfants, un dispensaire médical est créé, géré par un ou deux bénévoles membres de l'**acampamento**, et dont la formation en médecine traditionnelle est prise en charge par le MST et le CPT.

L'**acampamento** se réunit en assemblée quotidienne où des membres sachant lire donnent lecture publiquement d'articles de presse et d'autres documents ayant trait aux litiges fonciers, aux aspects du droit, aux projets et politiques d'aménagement de l'environnement, aux méthodes d'agriculture, à la commercialisation des produits agricoles, etc. Les membres débattent ensuite de la manière dont ces questions se rapportent à leur situation et à leurs propres perspectives, ainsi qu'aux petits paysans en général. Des assemblées sont réunies tous les jours aussi pour analyser l'évolution de la situation. Lors de ces réunions, les membres de l'**acampamento** font l'examen des situations de conflit et de la manière dont ils les ont traitées ou dont ils se sont comportés lors des tractations avec la police ou l'INCRA, cherchant ainsi à circonscrire leurs faiblesses tactiques et à améliorer la présentation de leurs arguments. Tous les participants prennent la parole à tour de rôle. Pendant toute la période de l'**acampamento**, un ou plusieurs délégués du MST sont présents pour aider à l'organisation de toutes les activités.

Les membres de l'**acampamento** sont encouragés à entreprendre sans délais des cultures sur les terres occupées. Cela provoque invariablement une réaction violente des propriétaires fonciers qui, avec l'aide la police et des **pistoleiros** (milices privées armées), parviennent généralement à expulser les paysans et à détruire les cultures en quelques semaines. Le MST tente alors un procès au propriétaire, avec l'aide du CPT. Chaque fois que les membres de l'**acampamento** se font expulser des terres, la réoccupation s'organise immédiatement. Il arrive ainsi qu'ils réoccupent les mêmes terres quatre ou cinq fois sur une période d'un à deux ans ou plus, avant que le MST gagne la bataille juridique conduisant à l'expropriation et à l'attribution des terres aux paysans.

Tous, dès leur entrée dans l'**acampamento**, sont instamment invités à réfléchir à la manière dont ils exploiteront la terre lorsqu'ils en seront devenus les propriétaires définitifs. Dans la plupart des **acampamento**, environ la moitié des familles préfèrent travailler la terre en coopérative. Cela signifie qu'une fois les champs cadastrés, 50% des terres seront remembrées pour être cultivées de manière collective et les 50% restant seront réunis pour constituer une réserve forestière juridiquement reconnue. Le MST garantit que dans toutes les activités post-établissement qu'il entreprend, les paysans qui désirent cultiver la terre individuellement bénéficient du même degré de priorité que les autres.

A l'**acampamento** de Colorado do Oeste, actuellement le plus grand de Rondônia, les paysans souhaitant constituer une coopérative sont invités à adopter un système d'assolement agroforestier prévoyant l'exploitation de certaines essences à bois commercialisable, et celles d'essences arbustives choisies pour leur capacité à restaurer la fertilité des sols. Ils envisagent de défricher des pans de forêts couvrant des superficies supérieures à celles qui seraient nécessaires à une exploitation à court terme, mais ces paysans déclarent que c'est la durabilité du système qui les intéresse et que ce système protégera l'espace forestier résiduel de toute menace future. Ils apprennent à greffer les noyers du Brésil et réunissent des données sur la compatibilité de différents arbres et différentes cultures. Ils étudient également le marché des produits non ligneux, car ils ne souhaitent pas s'engager à planter des arbres à finalité unique dont le produit peut être de faible valeur économique.

Les premiers domaines occupés par le MST à faire l'objet d'une expropriation par l'INCRA en Rondônia furent deux domaines contigus au Seringal, dans la municipalité d'Espigão do Oeste. Une partie de l'une de ces propriétés, et la totalité de l'autre, furent expropriées par l'INCRA en mars 1990, au terme de 9 mois d'occupation. Peu après, l'INCRA subdivisa les 9 000 ha en question en lots de 30 ha, en attribuant ces derniers, ainsi que les titres de propriété provisoires, aux 318 familles qui les occupaient. Seule une petite portion de ces terres avait été transformée de forêt en pâturage. Le reste était couvert de forêts illicitement dépouillées de leur bois par leurs prétendus propriétaires.

LA PLANTATION D'ARBRES DANS L'ETABLISSEMENT DE SERINGAL

Vingt-huit des familles établies au Seringal remembrèrent leurs terres et formèrent une coopérative. Mettant en commun leurs efforts, ces familles plantèrent 2 400 arbres durant la saison des pluies de 1990/91, sur des terres non comprises dans leur réserve forestière légale. Les plants, provenant d'une pépinière privée à Pimento Bueno, formaient un lot composé de huit essences indigènes à bois et à finalités polyvalentes. Ils furent plantés par des colons sur des laies ouvertes par eux-mêmes à travers la forêt surexploitée et le recrû forestier (**capoeira**), ainsi que sur les pentes, en sol pierreux et dans les champs cultivés. Les arbres font l'objet d'inspections régulières; le terrain est désherbé et fumé. Si la pépinière avait disposé de réserves de plants plus importantes, un plus grand nombre d'arbres aurait été planté – les planteurs avaient sollicité de cette pépinière 2 500 plants pour la saison des pluies de 1991/92.

Ils affirment que la capacité de la pépinière de Pimento Bueno est insuffisante et, vu son éloignement, ces plants sont lents à acheminer, et reviennent cher. Les paysans prévoient donc de créer une pépinière sur leurs terres afin de fournir les autres paysans de la région. Cependant, faute d'encadrement technique, de matériels et de moyens de transport, la mise à exécution de ce

plan a été retardée. Bien qu'ayant bénéficié des conseils du personnel de la pépinière de Pimento Bueno, il manque à ces paysans les connaissances techniques nécessaires sur les besoins en lumière des différentes essences au moment de leur plantation. Certains arbres ont été plantés où il ne fallait pas et leur croissance en a souffert. Actuellement, les paysans tentent de sauver les arbres en difficulté en plantant des bananiers autour d'eux. Afin de ne pas répéter les mêmes erreurs à l'avenir, ils demandent que soient délégués dans leur district un ou deux vulgarisateurs forestiers chargés de les conseiller.

Lorsqu'on leur demande pourquoi ils ont planté des arbres, les membres de la coopérative expliquent que c'est pour lutter contre l'érosion et l'écoulement des eaux, pour protéger l'habitat de la faune et de la flore et pour assurer des ressources en bois d'oeuvre aux générations futures. Ils ont exprimé leur préoccupation face à l'épuisement prochain des ressources en bois de l'Amazonie. Lorsqu'on leur demande pourquoi les cultivateurs indépendants de Rondônia ne plantent des arbres que rarement, ils répondent que les exploitants indépendants n'envisagent pas l'avenir à long terme, tandis qu'un groupe d'exploitants tel le leur est davantage enclin à penser comme devrait le faire un gouvernement, c'est-à-dire en termes de longue durée; il est donc naturel que ces groupes accordent une plus grande importance à la préservation de l'environnement et aux avantages qui s'y rattachent à long terme.

POSSE ET VENTES DE TERRES

Les formations politiques de droite tournent en dérision la ligne politique du MST, reprochant à cette organisation d'offrir gratuitement des terres aux **posseiros** (squatters) que ces derniers n'ont plus ensuite qu'à revendre pour réaliser des gains pécuniers faciles, alimentant ce qu'elles désignent comme une «industrie de posse». Le même reproche avait été adressé aux projets de colonisation de l'INCRA, financés par le Gouvernement dans les décennies 1970 et 80.

Durant les années 80, le prix de la terre a augmenté de manière spectaculaire en Rondônia, en s'accompagnant d'une augmentation corollaire des gains spéculatifs fonciers. Mahar (1989) attribue cette augmentation à un ensemble de facteurs dont une amélioration des infrastructures, des avantages fiscaux, des subventions, l'essor du secteur du bois et une demande accrue provoquée par une précipitation des migrations intérieures. D'après Hecht et Cockburn (1990), il s'est trouvé une période où les familles possédant des titres fonciers définitifs en Amazonie pouvaient, en revendant leurs terres, gagner plus d'argent qu'elles ne l'eussent fait en cinq années d'exploitation. Il est évident qu'à certains moments, la tentation de vendre a été extrêmement forte dans certaines localités.

En 1986, la FIPI a entrepris une étude des projets de colonisation le long de la route BR-364 en vue de constituer des statistiques sur le taux de remplacement des colons de Rondônia (Martine, 1991). Les résultats ont fait apparaître qu'en 1986, 41% seulement des familles installées à l'origine exploitaient encore leur lopin. Dans le projet Machadinho financé par la Banque mondiale, 24% des foyers de pionniers interrogés en 1985 avaient quitté leur terre en 1986.

Le MST reconnaît qu'il y a eu une forte proportion de petits propriétaires parmi les spéculateurs fonciers dans ces années-là. Cependant, le Mouvement soutient que la décision de nombreux colons de vendre leurs terres est moins motivée par les bénéfices spéculatifs éventuels que par la force de circonstances échappant à leur contrôle. En effet, il arrive souvent que les colons doivent

vendre leurs terres en partie ou en totalité afin de sortir d'une situation d'endettement, ou pour régler des frais médicaux. Dans les régions isolées et les zones au sol pauvre, les paysans connaissent des difficultés lorsqu'ils tentent de vendre leur lopin. Incapables de «joindre les deux bouts», c'est-à-dire mis dans l'impossibilité de produire suffisamment pour nourrir leur famille ou de transporter leurs produits au marché, ils se résignent simplement à abandonner leur exploitation – souvent pour ne pas revenir – et partent à la recherche d'un travail ailleurs.

Le MST ne permet la participation aux **acampamentos** qu'aux familles qui manifestent la volonté d'exploiter des terres à long terme. Les membres sont prévenus des complications que peut entraîner toute tentative de vendre leur lopin dans les cinq années suivant son attribution, car durant cette période, ils ne seront titulaires que d'un titre de propriété provisoire délivré par l'INCRA. En outre, le Mouvement exhorte les familles à ne pas se désaisir de leur lopin avant au moins 15 ans. A l'heure actuelle, le MST n'est pas en mesure d'appliquer cette règle. Toutefois, il a soumis une pétition au Congrès national demandant qu'un décret soit promulgué afin de rendre illégale la vente de terres par les familles de colons dans les 15 années suivant leur accession à la propriété.

Le niveau actuel de la spéculation sur le marché foncier indique que la demande en terre est au point le plus bas jamais atteint en Rondônia. Ce phénomène est attribué en partie à la stagnation économique de l'Etat due à l'épuisement de ses ressources en or et en bois d'oeuvre. La valeur de la terre a baissé également en raison de l'annulation des avantages fiscaux jusque là consentis par le Gouvernement sous forme de prime au défrichement et à la création de pâturages, situation aggravée par une compression du crédit et un recul des subventions au monde rural. En conséquence, le nombre de grands propriétaires prêts à se laisser exproprier par l'INCRA en échange de paiements compensatoires a augmenté remarquablement. L'INCRA ne possède cependant pas les moyens financiers d'acquérir des terres improductives auprès des propriétaires privés.

Mettre les petits cultivateurs dans l'obligation de vendre leurs terres sans les autoriser à le faire serait évidemment une situation problématique. Ceux dépossédés de leurs terres après les avoir vendues sont généralement condamnés à demeurer sans terre, quelle qu'ait été leur raison de vendre; sans remettre en cause la nécessité de prévenir les abus liés à un accès libre à la propriété foncière, il demeure essentiel de garantir que les petits propriétaires fonciers ne soient pas lésés par les restrictions qu'impliquent ces mesures de prévention. Car à ces restrictions s'ajouteront les mesures d'une politique agricole qui favorise les grandes exploitations mécanisées et qui souvent défavorise les paysans migrants, notamment lorsque l'INCRA installe ces derniers sur des terres incultivables. Insensible aux dilemmes de ces familles, et soucieuse d'éviter des expropriations de terre, l'INCRA a offert à plusieurs reprises au MST deux domaines fonciers incultivables et infestés de paludisme dans les municipalités de Pôrto Velho et Pimento Bueno, en vue d'y faire installer des participants aux **acampamentos**. Le MST a toujours fermement rejeté ces offres. Ce fait tend à prouver que l'INCRA a une manière fondamentalement bureaucratique de concevoir la réforme agraire, et qu'elle fait fi du contexte agraire dans son ensemble.

Enfin, il convient de souligner que, même avec des sols de qualité, la vulnérabilité des petits cultivateurs à une dépossession de leurs terres demeure le résultat d'un ensemble complexe de déficiences touchant notamment la répartition du crédit rural, les services de vulgarisation agricole, les réseaux de commercialisation, l'équipement et l'infrastructure et la politique commerciale sur les denrées agricoles. A ces déficiences, qui ont pour effet de fausser le marché,

s'ajoutent un service de santé et un système éducatif insuffisants. Tous ces facteurs concourent à priver les paysans des moyens d'exploiter leurs terres de manière productive et durable. Il est donc clair que la garantie foncière ne saurait à elle seule assurer la survie du colon en bordure des forêts.

* * *

SIGLES

- CPT *Comissão Pastoral da Terra* – Commission foncière pastorale
- INCRA *Instituto Nacional de Colonização e Reforma Agraria* – Institut national pour la colonisation et la réforme agraire.
- MST *Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem Terra* – Mouvement des travailleurs ruraux sans terre
- STR *Sindicato dos Trabalhadores Rurais* – Syndicat des travailleurs ruraux

REFERENCES

- Hecht, S & Cockburn, A**, (1990), *'The Fate of the Forest – Developers, Destroyers and Defenders of the Amazon'*, Penguin Books, Londres.
- Mahar, D, J**, (1989), *'Government Policies and Deforestation in Brazil's Amazon Region'*, The World Bank, Washington D C.
- Martine, G**, (1990), *'Rondônia and the Fate of Small Producers'*, in Goodman, D and Hall, A (Eds), *'The Future of Amazonia – Destruction and Sustainable Development?'*, Macmillan, Londres.

* * *